

La maison bleue doit fournir un Premier ministre. Mais lequel?

Charles Michel part avec les faveurs du pronostic. Le président du MR a son parti derrière lui. Mais Didier Reynders pourra-t-il facilement faire une croix sur son rêve d'entrer au «16» rue de la Loi?

MARTIN BUXANT

C'est un bureau du MR des grands jours qui doit se tenir ce vendredi à la Toison d'Or à Bruxelles. Pensez donc, il n'y a plus eu de Premier ministre libéral francophone depuis l'illustre Paul-Émile Janson en 1937. Et là, subitement, 77 ans après ce sacre, par la grâce d'une manœuvre démocrate-chrétienne flamande, le «16» est à portée de mains. Étude des cas de figure possibles dans la maison bleue, en cas d'atterrissage de la coalition suédoise.

1 Charles Michel Premier ministre, Didier Reynders vice-Premier. La logique veut que Charles Michel soit le prochain Premier ministre. Seul contre tous (ou presque), il a manœuvré pour que cette coalition suédoise puisse avoir une chance de vivre. La victoire électorale du 25 mai est la sienne, il est formateur, il devrait être Premier ministre, c'est (quasi) implacable. Les bons résultats électoraux couplés à la perspective d'avoir une panoplie de portefeuilles ministériels dans la suédoise ont achevé d'asseoir sa mainmise sur le parti, malgré le fait qu'il n'ait pas hissé le MR dans les majorités wallonne et bruxelloise. «Charles est aujourd'hui incontesté et incontestable comme chef du parti», admet un indéfectible reyndersien. Mais Didier Reyn-
ders pourra-t-il vivre comme vice-premier ministre sous la coupole de Charles Michel? «Cela va être très difficile pour lui», ajoute cet expert de la maison bleue. Les cicatrices de l'époque Renaissance ont beau s'être refermées, Didier Reynders pourra-t-il accepter — lui qui siège au fédéral depuis

1999 — de voir le poste dont il rêve lui passer sous le nez et travailler loyalement avec Michel dans la durée? A voir.

2 Charles Michel Premier ministre, Didier Reynders quitte la scène politique. Ce n'est a priori pas le scénario le plus probable. Même si: «à la place de Di-

dier, j'en aurais marre de passer sans arrêt à côté de la montre en or», souligne un de ses proches. «Je prendrais mes petites affaires et j'irais terminer ma carrière dans le secteur privé». Désavantage: le MR se priverait là d'une force de frappe importante dans une coalition où il sera encerclé par trois partis flamands.

3 Didier Reynders Premier ministre, Charles Michel président de parti. La cote de ce scénario est

élevée, les bookmakers devraient d'ailleurs le jouer. Simple: Charles Michel a, à ce stade, envie de devenir Premier ministre et n'a pas l'intention de laisser passer une chance pareille. Mais en politique belge, la vérité d'un jour n'est que (très) rarement celle du lendemain. A tête reposée, après la folle cavalcade démocrate-chrétienne flamande qui a fait tomber le «16» dans l'escarcelle de la famille libérale, Charles Michel pourrait très bien décider de rester président de parti — auréolé d'une négociation suédoise réussie et de laisser le poste de Premier ministre à Didier Reynders. Mais ce cas de figure est d'autant plus improbable que CD & V met un point

d'honneur à ce que ce soit Charles Michel et non Didier Reynders qui devienne Premier ministre. A plusieurs reprises, Beke et

Peeters ont proposé le poste à Michel mais jamais à Reynders. Les démocrates-chrétiens flamands ont historiquement une kyrielle de contentieux avec celui qui a été ministre des Finances durant douze ans.

4 Maggie De Block Premier ministre, Charles Michel et Didier Reynders vice-premiers ministres. Au terme d'une paix des braves, les libéraux feraient primer le contenu de la négociation sur les postes et choisiraient une double présence au conseil des ministres restreint. C'est une option sous-estimée à l'heure actuelle mais qui ne peut être balayée d'un revers de la main. Un Premier ministre, c'est joli

mais pour l'écrire — ça ne sert pas à grand-chose à part l'ego. Les Flamands l'ont d'ailleurs bien compris, eux qui déclinent l'invitation à entrer au «16» depuis 2011. Le Premier ministre doit forger les compromis, mais doit garder réserve et équilibre dans ses positions.

Dans cette coalition déséquilibrée linguistiquement, il devra rester neutre. Quel avantage en tireront les libéraux et, partant, les francophones? A revers, deux vice-premiers ministres «robustes» ne seront certainement pas superflus pour contrer les trois vice-premiers N-VA, Open VLD et CD & V au sein du Kern.

5 Le «worst case scenario». Les deux leaders du MR ne peuvent s'entendre sur un équilibre des forces libérales, Didier Reynders tente de prendre la présidence du parti tandis que Charles Michel est au gouvernement, une crise éclate, rappelant les violents épisodes du schisme entre pro-Michel et pro-Reynders en 2009... «Ce n'est pas une habitude chez nous de se disputer», ponctue, ironique, un libéral. Mais non, mais non.

RÉCIT

«On va vraiment passer pour une bande d'irresponsables et ça va être mortel»

MARTIN BUXANT

Il y en a qui parlent de «sacrifice», d'autres de «suicide». Les mots sont forts dans la bouche de la plupart des négociateurs pour décrire le geste commis par Kris Peeters dans la nuit de mardi à mercredi. «Beke lui a dit: Kris, tu connais la situation, tu as les cartes en main, c'est à toi de voir ce que tu fais», rapporte l'un de ceux qui a vécu cette longue nuit de tractations.

La délégation des libéraux francophones le sait, alors que le CD&V a indiqué qu'il pousserait Marianne Thyssen comme candidate commissaire renonçant à leurs chances de décrocher le «16», le paradigme des négociations a changé de tout au tout. Et alors qu'ils discutent des budgets 2015 et 2016, les libéraux sont désarçonnés et ne croient au coup de bluff des démocrates-chrétiens. Pas un mot n'est échangé en séance plénière au sujet de cette guerre des postes — mais chacun l'a en tête. «Je va encore décider», confie d'ailleurs Kris Peeters, dans son français hésitant, à l'un ou à l'autre.

Didier Reynders, habitué à fréquenter le CD&V, veut mettre un terme à ce petit jeu. «Est-ce qu'on ne doit pas claquer la porte et arrêter ce jeu-là?», dit-il en début de soirée. Pour lui — également candidat commissaire — la partie est rude, d'autant que le CD&V laisse filtrer que c'est Charles Michel et non Reynders qui deviendrait Premier ministre.

Arrivent les premières réunions bilatérales entre les deux formateurs et les différents partis. À

plusieurs reprises, devant ses interlocuteurs, Kris Peeters se montre particulièrement clair. «Je sais», dit-il, «que vous pensez que nous jouons au poker, mais ce n'est pas vrai». Et il poursuit:

«Quand je vois ce qui est écrit aujourd'hui dans la presse et que je vois que même mes appels téléphoniques avec Jean-Claude Juncker sont relatés, si j'avais encore des hésitations, cela a contribué à forger mon choix. Je sais d'où viennent ces fuites. Et je soutiens Marianne pour la Commission», dit-il sans nommer Didier Reynders à qui il fait allusion.

Autre bilatérale, un peu plus tard, à nouveau Peeters se montre tranchant. «Michel et De Wever nous ont forcés à prendre le VLD dans le gouvernement flamand, ce ne sont pas des jeux auxquels nous jouons. Je déteste le VLD, vous pensez que nous les avons pris à bord de gaieté de cœur? Non! Je soutiens Marianne, j'assume les conséquences de mon choix, je ne serai pas

Premier ministre», s'emballe-t-il.

Les libéraux ont sous-estimé à quel point Thyssen est adulée dans son parti et Peeters ne veut pas incarner la figure qui, pour des ambitions personnelles, aura brisé le destin européen de «Sainte Marianne».

Et il y en a un qui jusque-là était resté en retrait mais dont la cocotte-minute commence à bouillir. Le revirement du CD&V contre-carre les plans de Bart De Wever. Lui non plus n'a pas vu le coup venir. D'autant qu'il sait que le CD&V va essayer d'envoyer Thyssen «gratuitement» à la Commission.

Mais De Wever, trop occupé à faire sauter les pistes de taxes qui sont sur la table, a perdu de vue la violence de la lutte que se livrent MR et CD&V pour les postes de la coalition...

Quand au milieu de la nuit, il comprend que le CD&V ne pliera pas pour Thyssen, c'est lui qui apprend à Didier Reynders que ses rêves européens sont finis. «C'est non pour la Commission, ce ne sera pas pour toi», dit-il froidement à Reynders.

Pour De Wever, le virage du CD&V entraîne un couac de taille. Il sait que ses troupes ne soutien-

dront pas facilement la coalition et un nouveau Premier ministre francophone — ou du moins a-t-il besoin de temps pour faire passer la pilule dans son parti. Il est d'autant plus remonté que Peeters a fait des pieds et des mains pour s'assurer qu'il serait Premier ministre fédéral après que la présidence flamande lui ait échappé.

Il est 6 heures du matin et le président de la N-VA revient en séance plénière, remonté comme une pendule. «Soit on sort d'ici sans accord et c'est la crise, tout le monde va nous prendre pour une bande d'irresponsables qui se disputent pour des postes. Ce sera mortel», place Bart De Wever. «Soit on formule les choses en quatre points. Et on sort d'ici la tête haute».

Voici ce qu'il met alors sur la table:

1. Marianne Thyssen va à la Commission européenne;
2. Les postes du gouvernement seront répartis après l'accord sur le contenu;

3. Le «16» ira à un membre de la famille libérale;

4. Le poste de commissaire européen «coûte 1,5 point» au CD&V côté flamand.

À l'énoncé de la proposition, les têtes de Wouter Beke et de Kris Peeters changent, racontent

quelques participants à cette réunion au bout de la nuit. Le CD&V comprend que l'un des négociateurs assis à la table — Peeters, De Crem ou Geens — se retrouvera forcément sans emploi dans cette suédoise...

De Wever évite donc une victoire éclatante du CD&V, mais il doit faire face à un MR qui aurait préféré pouvoir «bétonner» le poste de Premier ministre pour lui. «De Wever a été intransigeant là-dessus», râle un francophone. «C'est une bonne nuit de négociation», pensent de leur côté Alexander De Croo et Gwendolyn Rutten. Non seulement, ils ont fortement «droitiser» les propositions budgétaires, mais ils peuvent encore entretenir un espoir de placer un des leurs au «16» rue de la Loi.

Il est 10h30 ce jeudi quand Charles Michel et Kris Peeters se rendent au Palais royal pour voir leur mandat prolongé.

Un collaborateur libéral flamand qui, toute la nuit, a assisté à ce ballet où la suédoise a frôlé la crise glisse à son ministre de tutelle: «Franchement, je ne suis pas de la même couleur politique que Peeters mais ce qu'il vient de faire: chapeau. C'est un gentleman, on ne voit jamais cela en politique». «Robin des bois» Peeters a sauvé Marianne.